

La Mongolie "rouge" convoitise de l'impérialisme japonais

Le général Tanaka commence son célèbre memorandum de 1927 qui dévoile les aspirations de rapine du Japon, par ces mots : « Pour conquérir la Chine, nous devons auparavant conquérir la Mandchourie et la Mongolie ». Le première partie de ce programme est aujourd'hui un fait accompli : l'annexion de la Mandchourie constituée en empire vassal. Maintenant, c'est à la Mongolie que s'attaquera l'impérialisme nippon, la Mongolie « rouge » ou extérieure. Celle-ci est ainsi dénommée pour se distinguer de la Mongolie intérieure qui reste toujours sous la dépendance plus ou moins effective de la Chine et est une très vaste région d'un million 500,000 km², presque complètement désertique (Gobi) à l'exception de sa partie orientale où arrivent encore les derniers souffles du mousson chinois. C'est surtout en marge de son cirque de montagnes, avec ses steppes herbeuses, que se trouve une population mongole nomade (600,000 habitants) qui pratique l'élevage. La nature du sol, le climat, déterminent évidemment cette occupation et la vie nomade qui en découle. La steppe herbeuse est une chose étant commune, par là même les pâturages appartiennent à tous. Cependant, tous les Mongols ne possèdent pas de bétail. Les différenciations sociales sont d'ailleurs déterminées par la quantité de cheptel possédé. D'après les récentes statistiques, 74 p.c. des Mongols seraient des « arats », c'est-à-dire des pasteurs, 24 p.c. des lamas, c'est-à-dire des religieux bouddhistes et 2 p.c. des princes, des nobles et fonctionnaires. Dans toutes les familles, tous les enfants mâles (à l'exception de l'aîné qui restait homme « noir », c'est-à-dire laïc par opposition aux religieux qui prennent la robe rouge ou jaune) devenaient des lamas. Ainsi donc le monachisme était si développé qu'en 1918, les lamas représentaient 44 p.c. de la population mâle du pays. Mais tous les lamas ne vivaient pas dans une lamaserie, certains s'occupaient de commerce, d'autres vivaient d'aumônes et même actuellement il ne manque pas de lamas

parmi les voleurs de grand chemin ou « brigands » dont il est tant question en Chine. A Ourga, ville de Mongolie, résidait aussi un grand lama qui occupait dans la hiérarchie lamaïque le premier rang après le grand lama du Thibet.

Les Mongols qui n'appartenaient pas à des familles nobles étaient des serfs. Non pas de la glèbe, mais bien de la « tente », car devant suivre les troupeaux de leurs maîtres.

D'un pareil milieu si diversement bigarré et aussi socialement retardataire a surgi la république populaire de Mongolie ou d'Ourga. Déjà, en 1911, sous l'influence de la Russie tsariste, la Mongolie extérieure rompa avec la Chine, pour se constituer en Etat souverain dirigé par le Bouddha vivant d'Ourga, nommé le « grand saint » (Houktouktou). La Mongolie était ainsi un Etat théocratique féodal ayant à sa tête le Bouddha en qualité de souverain temporel et de chef religieux.

L'accord tripartite de 1915, selon lequel la Mongolie formait un Etat autonome sous la suzeraineté de la Chine et le protectorat de la Russie ne dura pas longtemps. En effet, après la Révolution russe, l'U.R.S.S. renonça — comme elle fit pour Constantinople — à tous ses droits de protectorat et la Chine proclama l'annexion de la Mongolie. Même après la constitution de l'Etat populaire de Mongolie, en 1921, la Chine conserva ses prétentions sur celui-ci et l'accord russo-chinois le lui reconnut en 1924, en déclarant la Mongolie extérieure partie intégrante de Chine. Ce fut là, évidemment, une déclaration purement platonique qui resta sur le papier.

Après la Révolution de février en Russie, se constitua à Ourga un syndicat d'ouvriers et d'employés presque exclusivement russes. Cette organisation qui se plaçait sur le terrain socialiste, fut persécutée par le « gouvernement autonome » de Mongolie, sous l'instigation du

consul général de Russie, qui était le vrai maître du pays. Quand, par après, en février 1921, Ourga fut occupé par les « blancs » du baron Ungern, au service de l'impérialisme japonais, ce premier mouvement de classe en Mongolie fut complètement liquidé. C'est à la même époque que des éléments révolutionnaires mongols, surtout des intellectuels réfugiés sur le territoire russe, (en Mongolie c'étaient de petits fonctionnaires) tenaient à Kiachta, ville de la frontière, une conférence qui donnait naissance au parti populaire révolutionnaire de la Mongolie. La composition sociale des délégués à cette conférence était la suivante : trois lamas, deux pasteurs, deux fonctionnaires. Toutes les couches sociales de la Mongolie y étaient représentées. Quelques jours après la conférence se constituait le gouvernement révolutionnaire du peuple qui siégea à Maimacian, également ville frontière mais sur le territoire Mongol. En juillet 1921, l'armée Rouge mongole, dont le chef fut Sukhe Bator, qui a donné son nom à la ville de Ourga, soutenue par les troupes soviétiques, libéra le territoire de la Mongolie des bandes blanches et ainsi le gouvernement populaire de Mongolie eut une existence effective.

Au grand lama de Ourga furent laissés, jusqu'en 1924, les affaires religieuses. Ce n'est qu'à sa mort que l'on mit fin à ces « réincarnations ». Les pouvoirs étaient entre les mains d'un gouvernement de coalition où se trouvaient des membres du parti révolutionnaire et des éléments progressistes et anti-chinois du féodalisme et du clergé.

La Mongolie extérieure n'a pas représenté un pays soviétique, mais une république démocratique : pas de soviets, mais un parlement, le « Grand Kuroultan », convoqué pour la première fois en 1925 et dont les membres étaient élus par le suffrage universel, telles fut la base du pouvoir populaire. Seuls les féodaux furent exclus des consultations électorales. A ce propos, la nouvelle politique fiscale visant à exproprier les biens des féodaux, ne débuta qu'à la fin de 1929. A cette époque, en prenant comme unité fiscale le « bodo » qui est l'équivalent du prix d'une unité de gros bétail ou d'une dizaine de petit bétail, il y avait 46 p.c. de « arats » sans bétail ou pauvres (avec moins de 10 « bodos »), 46 p.c. de « arats »

moyens (10 à 100 « bodos ») et 8 p.c. avec plus de 100 « bodos ». Ces derniers constituaient les 8 p.c. de la population possédant les 48.2 p.c. de toute la richesse nationale.

La vieille loi fiscale excluait des taxes seulement les 5 p.c. des « arats » qui ne possédaient aucun bétail ou seulement une bête. La nouvelle loi exonère toutes les économies de moins de 20 bodos, c'est-à-dire les 63.5 p.c. de la population.

Un autre problème épineux est celui de la question religieuse. En Mongolie, même aujourd'hui, le clergé constitue une grande force sociale, et les monastères possèdent les 15.7 de la richesse nationale. Le bétail qui appartient aux monastères est gardé par leurs vassaux réduits à une sorte d'esclavage. Une partie considérable du parti et de la jeunesse ne s'est pas encore débarrassée de l'influence religieuse et les biens des lamaseries n'ont pas été expropriés, mais assimilés à ceux des « arats » pour éviter des complications à l'intérieur du pays.

En Mongolie ne fut pas constitué un parti communiste sous prétexte que les conditions arriérées du pays empêchaient sa formation. En réalité, sa place fut tenue par le parti révolutionnaire et par la fédération des jeunes qui adhèrent à l'I. C. et à l'I. C. J.

Le parti « révolutionnaire du peuple », qui comptait en 1921 seulement 150 membres, groupe actuellement 10,000 membres, la fédération de la jeunesse révolutionnaire 8,000 membres. Comme en Russie, ce sont là des organisations totalitaires qui excluent toute possibilité de création de partis d'opposition.

Le mouvement syndical de la Mongolie a été, en 1922, centralisé dans le comité syndical pan-Mongol adhérent au Profintern. Ce mouvement est encore très faible, il englobe tout au plus 10,000 adhérents et surtout commence seulement son recrutement parmi les pasteurs et les ouvriers agricoles.

Quelles sont les raisons du retard et des entraves que l'on trouve dans le développement de la Mongolie « rouge » vers le socialisme ?

A l'époque de la lutte contre les blancs et les pouvoirs chinois, une grande partie de la féodalité et du grand clergé furent